

La ruée vers l'or rouge

Par **Noé Spies**

Ce pays d'Afrique australe se retrouve au cœur d'une bataille mondiale. Les grandes puissances cherchent à sécuriser leur accès au cuivre devenu indispensable à l'heure de la transition énergétique.

La Chine et les Etats-Unis se livrent une bataille tenace. L'enjeu: s'assurer un accès privilégié à la Copperbelt, «la ceinture de cuivre». Cette zone, la plus cuprifère d'Afrique, s'étend du sud de la RDC au nord de la Zambie et fait l'objet de convoitises grandissantes. Car le cuivre «est le métal le plus important et le plus stratégique pour nos sociétés actuelles, souligne Eric Pirard, professeur de ressources minérales à l'ULiège. On ne peut absolument rien faire sans.»

Voies d'exportation

Les deux plus grandes puissances mondiales l'ont bien compris. Elles mènent, en Zambie, un bras de fer pour établir le meilleur chemin d'exportation du métal tant demandé. D'un côté, la Chine entend consolider sa mainmise en rénovant la ligne ferroviaire TAZARA reliant la Zambie au port de Dar es Salaam, en Tanzanie, et, de la sorte, sécuriser le flux logistique vers l'océan Indien et donc l'Asie. De l'autre, les Etats-Unis et l'Union européenne tentent d'accroître leurs activités par la réfection du Corridor de Lobito, un réseau ferroviaire qui relie la Zambie à l'Angola, offrant un débouché sur l'Atlantique (voir carte).

Ces deux projets se font féroce-ment concurrence et entendent empêcher tout monopole du «clan» adverse, avec une ambition toutefois commune: pouvoir tourner la page du fastidieux transport

du cuivre en camion, via l'Afrique du Sud et le port de Durban. «Le cuivre, comme les autres minerais stratégiques, fait actuellement l'objet d'une compétition sino-américaine», résume Thierry Vircoulon, chercheur associé à l'Institut des relations internationales (Ifri).

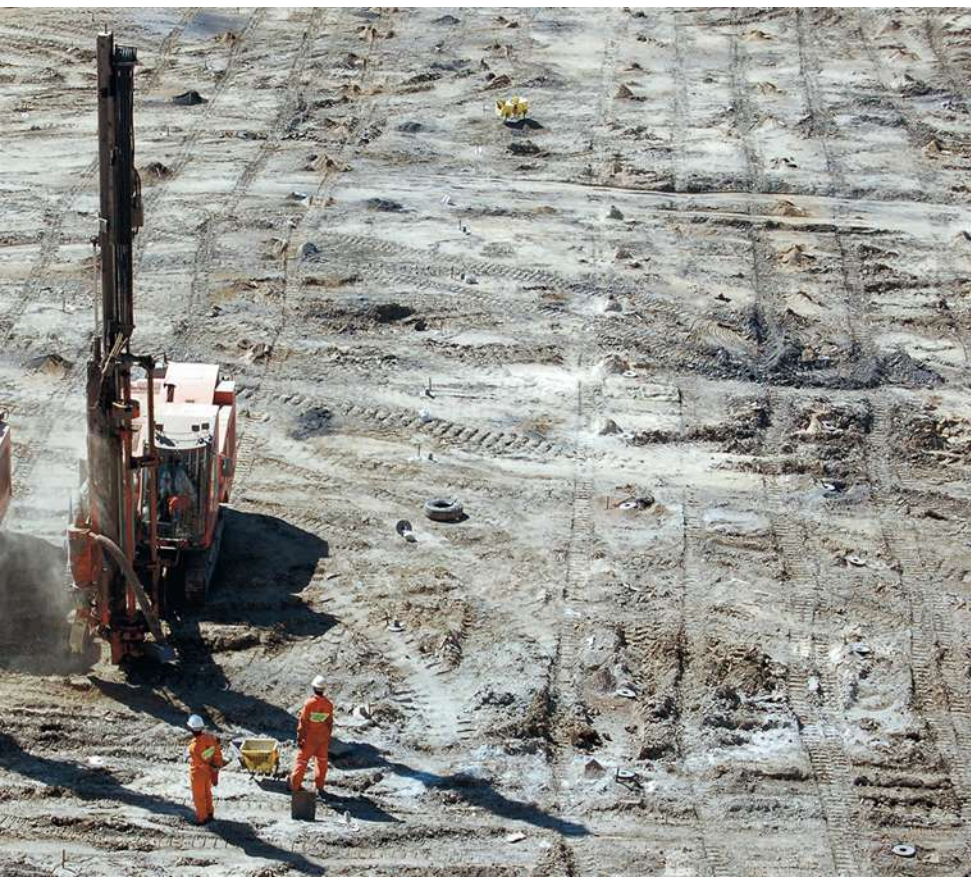
Dans cette opposition géostratégique, l'évacuation du précieux métal représente le défi principal. Les gisements de la Copperbelt, aussi bien du côté zambien que congolais, sont enclavés au centre du continent. «Lors de la colonisation, les Belges l'avaient bien compris,



Les routes du cuivre zambien



Sources: ministère des Transports d'Angola, Autorité de promotion des investissements du Corridor de Lobito, Service géologique britannique.



L'évacuation du précieux métal représente le principal défi.

en développant, au début du XX^e siècle, le chemin de fer dans la région. A l'époque, il était déjà clair que l'exploitation des ressources cuprifères passait par le développement des infrastructures de transport, retrace Eric Pirard. Le raffinage du cuivre a d'ailleurs été un des piliers de l'économie belge pendant plus d'un siècle.»

Aujourd'hui, le cuivre n'est plus seulement une commodité industrielle, mais une infrastructure de puissance géo-économique. «En raison de la transition énergétique et de l'électrification, couplées à l'essor de l'IA, le cuivre est devenu ultrastratégique. Il est le pétrole d'hier», qualifie Grégoire Rota-Graziosi, professeur d'économie à l'université Clermont Auvergne. Désormais, «la valeur du minerai ne réside plus tant dans la mine, mais essentiellement dans le raffinage», précise le spécialiste des ressources stratégiques. «Ce n'est donc pas parce qu'un pays abrite une mine de cuivre qu'il capte forcément tous les revenus associés. Il y a un véritable décalage de la valeur de la mine vers le raffinage, lui-même associé à des technologies brevetées, détenues en grande quantité par la Chine. Par ailleurs, et contrairement au pétrole, le recyclage est pris en compte dans la valeur totale du cuivre.»

Maîtriser le raffinage du cuivre revient donc à maîtriser l'essentiel de sa valeur marchande. La Chine le sait mieux que quiconque; elle ne détient pas seulement d'importantes participations dans les gisements zambiens. Elle règne aussi sur la chaîne globale. Au total, la puissance asiatique raffine environ 45% du cuivre mondial et une part écrasante du cobalt, métal également abondant dans cette zone d'Afrique australe.

Le cuivre en sauveur économique

La Zambie et la RDC refusent toutefois de rester de simples «comptoirs d'extraction». Les différentes politiques nationales plaident pour une transformation sur place, dans l'optique de capter une plus grande part de la valeur ajoutée. Faire ruisseler les millions du cuivre vers l'économie locale était d'ailleurs un des enjeux majeurs de la récente élection présidentielle en Zambie, qui a vu le président sortant Hakainde Hichilema être réélu avec 60% des voix, dans un scrutin marqué par l'arrestation d'opposants. Le dirigeant, surnommé «HH», avait fait campagne en promettant de tripler

la production de cuivre pour renflouer les caisses de l'Etat, déclaré en faillite en 2021 après le Covid. La Zambie, en cinq ans, a déjà profité d'un afflux massif d'investissements dans «l'or rouge» pour recouvrer sa dette et maîtriser l'inflation.

Le raffinage demande toutefois une production électrique importante, que la Zambie n'a pas et pour laquelle la Chine est plus compétitive que n'importe qui d'autre. Cela illustre, une fois encore, le quasi-monopole chinois dans la production des minerais.

Dans sa volonté de diversifier ses sources d'approvisionnement et d'éviter une dépendance à un seul pays, l'UE met également le pied à l'étrier. Le défi du cuivre est prioritaire, car si les futures innovations technologiques pourront vraisemblablement réduire la dépendance à d'autres matériaux critiques (lithium, nickel...), «les autres options sont très limitées, voire inexistantes, pour l'or rouge», indique Grégoire Rota-Graziosi.

Les regards ne risquent donc pas de se détourner de la Zambie, deuxième producteur de cuivre d'Afrique (derrière la RDC) et de la Copperbelt, l'un des endroits où la qualité du métal serait la meilleure au monde. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande mondiale en cuivre va quadrupler à l'horizon 2040. Les gros producteurs d'Amérique latine (Chili, Pérou) ne suffiront plus. «Cela présage un problème d'inertie: la demande augmente significativement, alors que l'offre ne peut pas suivre. Créer une nouvelle exploitation opérationnelle prend entre sept et huit ans», estime Grégoire Rota-Graziosi. Plus que jamais, la Zambie pourrait bien devenir l'un des fils les plus disputés du nouveau réseau de puissance mondial. ●